



Union
syndicale
Solidaires 74



le 11 septembre 2020

Communiqué commun

La rentrée sociale revêt un caractère tout à fait inédit à plus d'un titre. Aux conséquences humaines de la crise sanitaire, s'ajoutent des mesures régressives portées par le Gouvernement. Celles et ceux qui travaillent et produisent les richesses, salariés et fonctionnaires, ont été particulièrement exposés et mis à contribution pendant le confinement. Les salariés en outre sont les premiers à payer les velléités d'employeurs qui annoncent licenciements et délocalisations.

Pendant ce temps, ils maintiennent le versement de dividendes pour les actionnaires qui exigent de nouvelles exonérations de cotisations sociales et des baisses d'impôts. Préparée sans réelle prise en compte de la situation sanitaire et sans moyens supplémentaires, la rentrée scolaire et universitaire inquiète les jeunes, les familles et les professionnels, cela dans le cadre d'un protocole sanitaire ministériel illisible et sans cesse remis en cause.

Elle induit de discuter de l'organisation, des conditions de travail et réduction du temps de travail. Les organisations syndicales signataires et Attac 74 affirment ensemble que la priorité doit être donnée à la préservation et à la création en nombre d'emplois stables et qualifiés, à la sortie de la précarité en particulier des jeunes travailleurs, des étudiants, avec leur mise en protection sociale. Cela passe notamment par la réduction du temps de travail sans perte de salaire, le développement des services publics et des industries strictement nécessaires à la réponse aux besoins en biens et services et prenant en compte l'urgence écologique.

Il est également temps d'en finir avec les aides publiques de toute nature dont bénéficient de grandes multinationales sans contrepartie et contrôle d'utilisation. La période a également confirmé les exigences communes qu'ont portées nos organisations lors de la lutte contre la réforme du système des retraites. Nos organisations condamnent toute nouvelle régression en matière de retraite et de protection sociale programmées notamment par le gouvernement au détour du projet de loi de finances de la sécurité sociale (création de la cinquième branche, augmentation de la CSG, etc. ...). L'urgence sociale impose aujourd'hui, tout au contraire, de préserver notre système intergénérationnel et d'envisager une protection sociale incluant la dimension professionnelle tout au long de la vie, des années d'études à la retraite. La situation impose donc des mesures de transformation profonde en totale rupture avec les politiques économiques et sociales actuelles. Un énième «plan de relance» qui ne remettrait pas en cause ces politiques, ne pourrait conduire qu'à une aggravation de la crise sociale, économique et écologique. **La question de l'emploi est centrale : lutte contre la précarité et la pauvreté, hausse des salaires, développement des services publics, abandon définitif de la réforme des retraites, reconnaissance de la vie chère en Haute-Savoie, mise en place de logements accessibles indexés sur les salaires.**

**Les organisations
CGT 74, FSU 74,
Solidaires 74, et Attac 74
appellent à faire de
la journée du 17 septembre
une première
journée d'action ;
elles appellent
à se rassembler
devant la préfecture
à Annecy à partir de 14h
pour imposer
le changement nécessaire.**

**Elles appellent
à construire partout
ou à poursuivre
dans la dimension
la plus unitaire possible,
des rencontres,
des débats,
pour imposer
des changements radicaux
aux politiques menées
par ce gouvernement.**

**Elles appellent
les travailleurs
à venir participer
à l'initiative
du festival du film social
le 30 octobre prochain
au cinéma la Turbine à Cran
qui permettra de débattre
et de construire
l'offensive nécessaire.**

FESTIVAL DU FILM SOCIAL

LCE 74



LCE 74

NUIT DE LA COLÈRE